



Rythmes scolaires :

Imposer le débat pour ne pas sacrifier l'intérêt des élèves aux intérêts partisans! !!

SNUipp-FSU 23

Au niveau national comme départemental les communes sont de plus en plus nombreuses à renoncer à la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires : malgré l'implication de tous les cadres de l'administration pour porter la bonne parole (jusqu'à la Ministre de la réussite éducative ce mardi à Guéret...), cette réforme se heurte au réel et à la question de son intérêt. Car c'est bien la question que se pose la communauté éducative : ***de quel intérêt pour les élèves cette réforme est-elle porteuse ?***

La réduction de la journée scolaire est symbolique puisqu'elle oscillera entre 30 et 45 minutes tout en ajoutant le mercredi matin : on n'assiste donc pas à une réelle réduction de la journée d'autant que le Conseil Général semble vouloir conserver les horaires des cars...

Le décret ne prévoit pas d'obligation de mise en œuvre d'activités périscolaires pour les communes et n'impose pas non plus la gratuité de ces activités là où elles seront mises en place, ouvrant ainsi la voie à un nouveau creusement des inégalités entre communes et de fait une mise en concurrence : sur ce point la solidarité entre communes ne semble pas être à l'ordre du jour...

La réalité du département revêt des contraintes qui ne sont pas prises en compte par ce décret :

Si quelques localités se disent en capacité financière et humaine de mettre en place ***des activités périscolaires de qualité, pour tous et gratuitement***, nombreuses sont les communes qui n'ont ni les moyens financiers ni les personnels pour mettre en œuvre cette réforme : ***une grande partie des élèves risque donc d'avoir une amplitude de journée toujours aussi grande, d'augmenter le temps de transport en se déplaçant le mercredi pour ne pas avoir plus d'école mais beaucoup plus de garderie : est-ce dans l'intérêt des élèves ???***

Le SNUipp-FSU 23 considère qu'il est grand temps pour tous les acteurs concernés (élus, parents, personnels...) de se mettre au travail autour d'une table ronde. A partir d'un état des lieux départemental issu de la consultation des conseils d'école, il est temps de mettre en débat cette réforme, sans tabou, y compris en intégrant la possibilité pour notre département d'être dans un régime dérogatoire à 4 jours comme il l'est depuis 20 ans, **dans le cadre d'un Comité Départemental de l'Education Nationale spécifique.**

Cette demande formulée auprès du Recteur, du préfet et du Directeur Académique n'a pour l'heure reçu aucune réponse... Car dans la période, la discussion sur le bienfondé de cette réforme et/ou son inadaptation au territoire creusois semble impossible sans entendre les mots corporatisme ou immobilisme... A refuser d'écouter ceux qui font vivre tous les jours l'école dans ce département (parents, élus locaux, personnels communaux et enseignants), le Ministre comme les responsables départementaux adeptes semble-t-il de la « ***méthode couet*** » en prônant le « ***on essaie et on verra bien*** » risquent de mener le département à une véritable gabegie sans intérêt pour les élèves.

Avec une estimation du coût annuel de la réforme qui varie entre 1,5 et 3 millions d'euros pour le département, l'intérêt des élèves se trouve sans doute plus dans la création de postes de RASED, d'EMALA, de remplaçants ... que dans la mise en place du mercredi matin et de garderie tous les soirs de la semaine.

Enfin, malgré ses efforts pour détourner l'attention uniquement vers les rythmes scolaires avec une réforme sans concertation et dans la précipitation, le Ministre « pompier pyromane », spécialiste de l'allumage de contrefeux, ne pourra masquer plus longtemps la réalité de l'école dans notre département : avec 1 poste supplémentaire pour la Creuse, la carte scolaire s'annonce extrêmement difficile. Pour confirmer les ouvertures provisoires annoncées en juillet et septembre, il faudrait que la DASEN ferme 14 postes !!!

Quel gâchis ! Alors que les attentes sont si grandes et les besoins si importants !!!

Il est temps de retrouver le chemin de l'écoute et du dialogue tant vanté dans les médias mais qui peine à se mettre en place !

Les enseignants aspirent à transformer l'école ! Ils veulent faire bouger l'école !!!

Faut-il encore trouver des interlocuteurs à l'écoute qui portent les mêmes ambitions !!!

Mais réformer, c'est pour du mieux !

L'École et ceux qui la font vivre tous les jours ne pourront supporter une énième occasion manquée !